Numéro 2261 du Jeudi 06 Octobre 2022 • Prix : 300 F CFA •

Le Journal des décideurs

L'économiste du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI AFRICAINE DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Organisation de Paris Infraweek 2022 à Bercy

Le DG de la BRVM expose l'intérêt des infrastructures digitales en Afrique

• (Page 03)

◆ Les « Enjeux des bourses africaines » présentés à l'Université Paris Dauphine

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Transition au Burkina-Faso

Le Capitaine Traoré rassure les émissaires de la Cédeao

La délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en mission d'information, mardi 04 octobre 2022 à Ouagadougou, s'est dite satisfaite des échanges qu'elle ... • (Page 11)

COP27 en Egypte

6 tâches importantes à prendre en compte

Dans un mois (6 novembre 2022), la 27e Conférence des Parties (COP27) va ouvrir ses portes en Egypte dans une période sombre et délétère, pendant laquelle les ... • (Page 11)

Atteinte des ODD

Le Bénin obtient 118 milliards FCFA en Hollande

Le Président Patrice Talon et son gouvernement ont promis atteindre l'Objectif de développement durable ... • (Page 04)

Services financiers en Afrique

Ecobank et AMA Academy renforcent les capacités des journalistes fintech

Moins d'un mois après l'annonce du partenariat Ecobank – AMA Academy, ... • (Page 02)

Innovation entrepreneuriale

L'enseignement supérieur : la clé de voûte

Avec un total de 5,2 milliards de dollars investis dans ses startups en 2021, l'Afrique attire par sa créativité et son fort capital humain les jeunes désireux d'entreprendre. Mais pour assurer la réussite de ces nombreux projets, les ... • (Page 10)

Perspectives économiques en Afrique subsaharienne/Rapport Africa's Pulse

La Banque mondiale pour la protection des pauvres sur fond de forte inflation

• (Page 08)

Elections législatives

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur ... • (Page 05)

Vous apporter entière satisfaction demeure notre ultime priorité.

Merci d'être notre raison d'exister

Célébrons le Service

Semaine du service clientèle

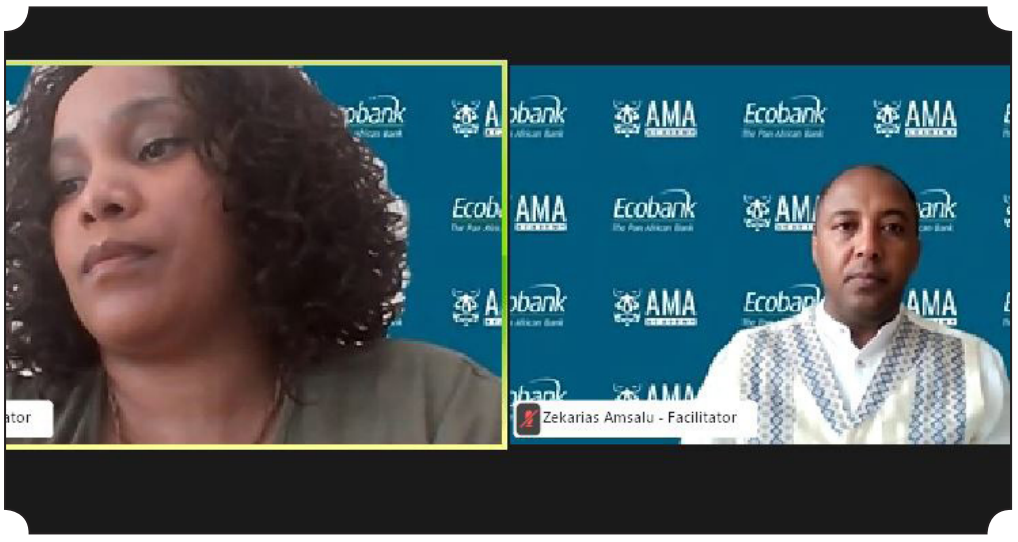
CELEBRATE SERVICE

UBA United Bank for Africa

Services financiers en Afrique

Ecobank et AMA Academy renforcent les capacités des journalistes fintech

Moins d'un mois après l'annonce du partenariat Ecobank – AMA Academy, les journalistes de la 1ère cohorte de formation sur la finance et la banque numériques en Afrique ont démarré, mercredi 05 octobre 2022 avec le premier module de formation. Cette 1ère phase a été consacrée à l'historique

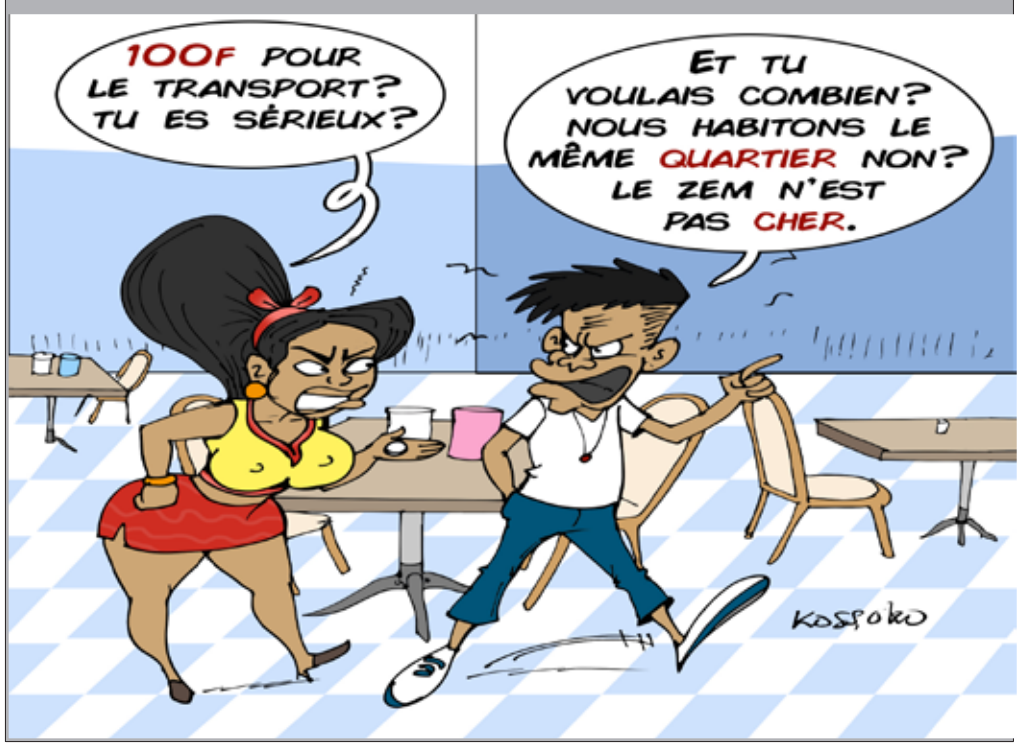


• *Capture d'écran du webinaire*

• *Sylvestre TCHOMAKOU*

Industrie à la croissance la plus rapide sur le continent, les Fintechs africaines ont un besoin évident de récits, de meilleurs narratifs pour être portées à une dimension internationale. C'est ce qu'a compris le premier groupe bancaire panafricain, Ecobank en s'engageant avec AMA Academy à développer et à soutenir les Fintechs pour transformer la finance et la banque numériques. Ce, à travers le perfectionnement des journalistes du continent spécialisés dans l'économie, la finance et les technologies. Pour cette première session de formation qui s'est tenue en mode virtuel sous le thème : « Histoire des services financiers en Afrique », l'occasion a été pour le communicateur, Zekarias Amsalu, Co-fondateur de l'Africa Fintech Summit, de fournir une connaissance et une compréhension plus approfondies des services financiers sur le continent aux participants. Mesurant le rôle des médias dans l'appropriation des solutions fintech qui accélèrent l'inclusion financière, au niveau local et mondial, « nous voulons nous appeler à l'action en tant que journalistes africains », a fait savoir Zekarias Amsalu, avant d'ajouter que « la formation nous donne l'opportunité de comprendre et aussi d'avoir une narration de ce qui est du développement financier en Afrique et le contexte africain en termes de finances ». L'objectif du groupe Ecobank est de développer les solutions fintech locales, dont beaucoup ont le potentiel de devenir des solutions mondiales. Selon les statistiques, l'Afrique, c'est 45,6 % des activités de paiement mobile dans le monde. Une croissance qui a été accélérée avec le développement rapide de l'accès à Internet et aux téléphones intelligents, et amplifié depuis 2020 par la pandémie de COVID-19. Il importe de préciser que les quatre (04) modules restants couvriront des sujets tels que la blockchain, l'IA dans la fintech et l'Open Banking ; sans oublier la sécurité, la réglementation, la gouvernance, l'inclusion et les tendances futures du marché des technologies financières en Afrique.

Cari du jour



AUX DÉCIDEURS...

Cela nous étreint

La recherche d'un logement à louer dans la ville de Cotonou et ses environs relève de l'exploit au terme d'un chemin de croix. Trois situations se présentent. Il y a d'abord le coup du hasard qui peut jouer en faveur d'un futur locataire à la recherche de logement. Dans ce cas, ce dernier peut être informé de la disponibilité d'un logement auprès d'un propriétaire et négocier directement son bail. Ces cas sont vraiment rares. Il y a ensuite ce qu'on peut qualifier d'accès à une location par substitution. Dans ce cas de figure, c'est un locataire qui, se mettant dans les dispositions de libérer le logement précédent, en informe ses connaissances jusqu'à rencontrer une qui exprime le besoin de louer une maison de même standing. Enfin, la dernière possibilité dans la recherche de logement est la plus répandue. Il s'agit du recours aux services d'agents immobiliers, communément appelés « démarcheurs. » Ces personnes qui, en réalité, n'ont pas la qualification d'agents immobiliers se sont investis dans le secteur et ont fait main basse sur les logements locatifs.

Ainsi, ils sont pratiquement indispensables dans le service. Dans tous les cas, ils profitent bien de ce métier qui leur procure les ressources dont ils ont besoin pour satisfaire leurs besoins fondamentaux. Avoir recours au service express des démarcheurs fait gagner vraiment du temps. En une demi-journée, le futur locataire aura parcouru avec le démarcheur plusieurs maisons destinées à la location. Au terme de ce périple, il lui est loisible d'opérer un choix conséquent.

Mais pour bénéficier des services du démarcheur, il faut se soumettre à son protocole qui impose d'abord de s'acquitter de ses honoraires de déplacement qui s'élèvent à 2000F par déplacement. Avouons qu'en désespoir de cause, l'acquéreur cède à cette forme d'escroquerie. La seconde disposition de ce protocole qui n'est écrit nulle part, est le paiement par le locataire au démarcheur d'une prime ayant la même valeur locative mensuelle de la maison mise en bail. Ainsi, pour un loyer de 50.000F le mois, il faut payer au démarcheur 50.000F. Si la valeur locative est de 200.000F le mois, le démarcheur vous prend 200.000F. Et ces dépenses ne comptent pas pour le propriétaire. En effet, après avoir payé les honoraires de déplacement et la prime qui équivaut à la valeur locative de la maison, il faut payer les avances sur loyer et une caution d'eau et d'électricité. Dans cette logique, il était loisible à chaque propriétaire suivant sa vulnérabilité ou non de fixer le nombre de mois pour les avances sur loyer. Heureusement, de ce point de vue, une réglementation fixe à trois mois le nombre des avances sur loyer. Le recours aux services des démarcheurs est partagé entre service express et escroquerie. Mais tout le monde s'en accommode en faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Sauf que cela fait trop dépenser l'acquéreur. Il est à souligner qu'à côté des démarcheurs, il y a des agences immobilières plus structurées qui opèrent dans le secteur. Elles sont plus dans la location des appartements et des parcelles. A ces agences immobilières, il faut payer un pourcentage sur les montants des achats.

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Algérie : l'inflation ne fléchit pas

Le Premier ministre algérien l'a annoncé ce lundi 3 octobre lors de son discours de politique générale du gouvernement devant le parlement. Aimene Benabderrahmane a révélé qu'une hausse de l'inflation de +7,2% a été enregistrée fin 2021 contre +2,4% à fin 2020. Selon le chef de l'exécutif algérien, « cette inflation est principalement tirée par les produits alimentaires (+10,1%) et les produits manufacturés (+6,3%) ». D'après les chiffres de l'Office national des statistiques (ONS), l'inflation en Algérie s'est établie en juillet dernier à 9,4% sur un an, contre 9,2% en janvier.

Organisation de Paris Infraweek 2022 à Bercy

Le DG de la BRVM parle des infrastructures digitales en Afrique

(Les « Enjeux des bourses africaines » présentés à Paris Europlace/Université Paris Dauphine)

Dans le cadre de l'organisation de Paris Infraweek 2022, le Lundi 03 octobre 2022, le Directeur Général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) Dr EDOH KOSSI AMENOUNVE fait partie des invités de marque. A cette occasion, le patron de la bourse régionale a participé à un panel de haut dont le thème est : « Infrastructures digitales en Afrique : quels modèles de financement public-privé ? » lors de la journée inaugurale.

• Falco Vignon

Au cours du développement de la thématique, dans son intervention, le Directeur Général de la BRVM a fait savoir, que le financement des infrastructures est une question cruciale pour l'Afrique car l'enjeu est d'assurer la soutenabilité de la croissance économique du continent ; car l'Afrique a besoin d'infrastructures adéquates pour (i) répondre efficacement aux exigences de la population africaine qui passera de 18 % de la population mondiale actuellement à 25 % en 2050 ; et (ii) faire face à l'urbanisation rapide du continent, sachant que la population urbaine sera de 1,5 milliard d'habitants en 2050, soit 59 % de la population totale.

Face au déficit de financement des infrastructures en général et des infrastructures digitales en particulier en Afrique, le Directeur Général a recommandé aux Gouvernements et au secteur privé de recourir davantage, au-delà des sources traditionnelles de financement qui, par ailleurs, restent insuffisantes (budgets publics, prêts des partenaires bilatéraux et multilatéraux, Partenariat Public Privé), aux marchés de capitaux locaux à travers les émissions d'emprunts obligataires classiques et les emprunts obligataires municipaux, ainsi que des instruments innovants tels que les : project bonds, diaspora bonds, sukuks, obligations vertes, sociales et durables. Il faut préciser qu'il y avait d'autres personnalités de haut niveau dans l'animation de ce panel. Il s'agit entre autres de Marianne BRUNAT, Directrice du business Développement des Infrastructures, Orange, Présidente de la Commission Internationale, Infranum ; Salima HADDOUR-RUNACHER Senior Advisor, Paris EUROPLACE ; Pierre-Emmanuel BELUCHE, Directeur des Investissements, Afrique et Europe, Meridiam ; Gregory NESS, Directeur Exécutif Project/Export Finance, Afrique, Standard Chartered Bank ; Noro-Lanto RAVISY, Associée, Asafo et El Hadji Amadou SAMBA, Directeur de la Coopération et des Partenariats, CDC Sénégal. Pour rappel, l'Infraweek est un rendez-vous majeur des professionnels du financement d'infrastructures, organisé chaque année par Paris Europlace et le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique. L'édition 2022 qui a démarré le lundi 3 octobre prendra fin ce vendredi 7 octobre et la journée inaugurale aura lieu à Bercy. Paris Infraweek, qui fédère une dizaine d'événements publics du 3 au 12 octobre, figure parmi les principaux rendez-vous européens dédiés au financement des infrastructures.

• Les panelistes lors du développement de la thématique

• Le DG de la BRVM Edoh Kossi AMENOUNVE, lors de son intervention

Les « Enjeux des bourses africaines » exposés à Paris Europlace/Université Paris Dauphine

L'agenda du Dg de la BRVM est chargé lors de sa visite de travail à Paris. Ainsi, mardi 04 octobre 2022, le Directeur Général de la BRVM a animé une conférence à l'attention de la nouvelle cohorte du Programme Executive Master Marché des Capitaux IFC/Paris Europlace/Université Paris Dauphine, sur le thème « Enjeux des bourses africaines ». Pour le DG de la BRVM, le défi de consolidation de la croissance économique post-COVID 19 de l'Afrique et l'enjeu de la rendre plus inclusive, font ressortir l'urgence d'un meilleur financement avec le secteur privé en tant que moteur. Dans un tel contexte, le Directeur Général a indiqué aux participants que le recours à des sources alternatives de financement devient crucial, en particulier le financement par les marchés de capitaux. A ce propos, il a affirmé que les Bourses ont pour vocation de refléter les économies tout en contribuant au renforcement de leur financement à long terme. Pour ce faire, malgré les bonnes performances des bourses africaines, plusieurs réformes sont nécessaires pour assurer leur meilleur essor et cela nécessite l'engagement de toutes les parties prenantes y compris les apprenants de cette nouvelle cohorte dès le retour à leurs différentes fonctions sur le Continent. Le Directeur Général de la BRVM a conclu en soutenant que le véritable enjeu des bourses africaines est d'aboutir à un meilleur financement des économies du continent tout en favorisant un partage beaucoup plus équitable des richesses dans une dynamique de développement durable, pour une nette amélioration des conditions de vie des populations. Les participants à cette conférence sont satisfaits des bonnes initiatives du Dg de la BRVM pour son leadership et son engagement pour le développement du marché bousier en Afrique.

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'hbtts	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbtts/ Km2	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 $	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insae), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)

Atteinte des Objectifs de développement durable

Le Bénin obtient 118 milliards FCFA en Hollande

(Au pas de charge vers l'accès pour tous à l'eau potable)

Le Président Patrice Talon et son gouvernement ont promis atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) numéro 6, « eau propre et assainissement » plus tôt que prévu. Ils y travaillent et ne cessent d'avancer un peu plus chaque jour. En visite de travail de deux jours en Hollande, le gouvernement béninois a décroché de nouveaux financements à cet effet.

• Bidossessi WANOU

Sur le chemin de l'atteinte des Objectifs de développement durable, le Bénin convainc de jour en jour. La visite de travail du président de la République Patrice Talon accompagné du ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, Romuald Wadagni et du ministre des affaires étrangères et de la coopération, Aurélien Agbénonci en a donné la preuve. D'importants accords d'engagement financier ont été signés par le ministre d'Etat avec Joor ORTHUIZEN CEO de Invest International pour trois projets tous allant dans le sens de l'accélération de l'atteinte des ODD. Les dits accords portent sur un montant total de 180 millions d'Euros soit plus de 118 milliards de FCFA (118 072 260 000 FCFA). Le premier projet a trait au renforcement du système d'alimentation en eau potable dans six communes au Nord du Bénin à savoir : Karimama, Cobly, Gogounou, Copargo, Toucountouna puis Natitingou. Il s'agira en effet d'œuvrer à la mise en place de nouvelles infrastructures d'approvisionnement en eau potable précisément à Karimama, Cobly et Gogounou puis au renforcement des infrastructures existantes dans les trois autres villes que sont Natitingou, Toucountouna et Copargo. Le second projet est le développement du Port de Pêche Artisanal de Cotonou. Le troisième consiste en l'aménagement et la réhabilitation du Lac Nokoué et de la Lagune de Porto-Novo en vue du développement des activités aquacoles et de la pêche. Déjà, en Conseil des ministres le 15 avril 2020, le gouvernement a affiché sa volonté d'assainir et de réhabiliter les lacs Ahémé, Nokoué, la lagune de Porto-Novo et leurs chenaux. Dans cette perspective, une série d'initiatives avait été annoncée à savoir : la libération des habitats anarchiquement installés et au dégagement des tas d'immondices de l'emprise (berge et eaux) du lac Nokoué et du chenal de Cotonou ; la réalisation d'une étude de faisabilité sur le dragage du lac Nokoué et de la lagune de Porto-Novo ; la création, l'équipement et la formation de l'Unité spéciale de surveillance des pêches ; la réhabilitation des bases obligatoires de contrôle et des plateformes de transfert sur le lac Ahémé, dans le cadre de la relance de la filière crevette; la réorganisation des pêcheries sédentaires sur le lac Nokoué et la lagune de Porto-Novo avec la détermination des réserves biologiques et le reboisement des berges, bassins versants et autres espaces libérés. In fine, le gouvernement entend freiner la dégradation de ces plans d'eau et ce financement vient à point nommé pour accélérer les travaux en cours et renforcer les nombreuses initiatives prises à ce jour pour atteindre l'objectif. Dans cette ambition, les ODD 14 et 15 sont également visés.

• Une signature des accords

Enfin, le projet de développement du Port de Pêche Artisanal de Cotonou qui inclut une relocalisation du Port de Pêche, favorisera une fluidité des activités du Port Autonome de Cotonou pour davantage de rentabilité. Il y est prévu une zone de service nautique avec des infrastructures modernes pour le service de remorquage et de pilotage du port, une zone dédiée à la marine nationale et un chantier naval; une zone dédiée au développement des activités liées à la pêche artisanale et semi industrielle avec entre autres, des quais de déchargement, des zones d'abri pour les embarcations, un plan incliné pour la mise en cale des pirogues, des ateliers de réparation des filets et des moteurs etc., mais également tout un circuit de mise en vente des produits de la pêche en assurant un suivi sanitaire et statistique efficace et une zone de commercialisation et de transformation des produits de pêche est également incluse dans le projet.

Fonds africain de développement, une garantie pour le Bénin

Dans sa quête de financement pour l'accélération de l'atteinte des ODD, le Bénin peut compter sur le soutien de partenaires financiers de taille au nombre desquels, le Fonds africain de développement de la Banque africaine de développement. Pas plus tard que le 30 septembre 2022, ce Fonds a accordé une garantie partielle de crédit au Bénin en soutien aux efforts de mobilisation de financement au profit des Objectifs de développement durable (ODD). Grâce à la garantie partielle du Fond, le Bénin parviendra à mobiliser davantage de financement en devises étrangères susceptibles d'être exclusivement affectées à des dépenses éligibles aux Objectifs de développement durable des Nations unies, notamment l'agriculture et l'agro-industrie, l'eau et l'assainissement, la santé, le logement décent et à moindre coût, l'éducation, les énergies renouvelables, etc. et ce, à des maturités plus longues. « Cet instrument va permettre au Bénin de rehausser son crédit et catalyser le financement d'investisseurs institutionnels internationaux », avait expliqué Marie-Laure Akin-Olugbade, vice-présidente par intérim du Groupe de la Banque africaine de développement chargée du Développement régional, de l'Intégration et de la Prestation de services. Le pays a convaincu de son expérience en la matière depuis 2021, où le premier en Afrique, il a émis un euro bond ou des obligations ODD, en ligne avec les meilleures pratiques internationales et a récolté 628 milliards à maturité 14 ans, soit 2035, historique et mémorable, venant d'un pays africain qui plus est sans grande ressources. Selon le ministre d'État, ministre de l'Économie et des Finances du Bénin, Romuald Wadagni, « cette opération unique témoigne une fois encore de la capacité d'innovation financière du Bénin, qui va prochainement devenir le premier pays à utiliser une combinaison unique de rehaussement de crédit pour un financement ODD». A l'en croire, « l'opération s'inscrit en cohérence avec notre stratégie de financement, qui accorde une place centrale au développement à impact environnemental et social. Nous encourageons la généralisation de ce type de structures innovantes sur le continent, afin de favoriser le financement de projets durables à des conditions favorables, en particulier dans le contexte de marché dégradé actuel. J'adresse mes remerciements aux équipes de la Banque africaine de développement pour leur accompagnement et leur implication tout au long de ce processus », a ajouté le ministre d'Etat. Cette garantie partielle de crédit du Fonds africain de développement, faudrait-il le notifier, s'arrimera aux principes du Document-cadre ODD en l'occurrence, les principes d'utilisation des ressources, de sélection des projets, et d'évaluation. A l'occasion de la validation des principes d'accord avec le Fonds africain de garantie, vice-présidente par intérim du Groupe de la Banque africaine de développement, Marie-Laure Akin-Olugbade s'est réjouie du double avantage qu'offre cette garantie du Fonds au Bénin. « Nous nous réjouissons de l'approbation de ce projet qui offre au Bénin le double avantage de mobiliser des ressources en ligne avec ses priorités fondées sur les Objectifs de développement durable et d'optimiser ses conditions de financement », a-t-elle noté. Il faut rappeler que le Bénin fait de nombreux efforts pour accélérer l'atteinte des ODD, même avant échéance spécifiquement en ce qui concerne l'accès pour tous à l'eau potable.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist

Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD

COMMISSION INTERMNISTERIELLE CHARGEE DE L'EXPROPRIATION ET D'INDEMNISATION DES PERSONNES SITUEES SUR LE PERIMETRE DEVANT ABRITER LA CITÉ INTERNATIONALE DE L'INNOVATION ET DU SAVOIR DANS LA COMMUNE DE OUIDAH

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministre d'État en charge de l'Économie et des Finances, Président des Commissions d'Expropriation en République du Bénin communique :

Dans le cadre du dédommagement des personnes affectées par la réalisation des infrastructures de la Cité Internationale de l'Innovation et du Savoir (CIIS) dans la commune de Ouidah, il sera organisé, du **jeudi 13 octobre au vendredi 11 novembre 2022**, les enquêtes de *commodo* et *incommodo* de validation des données issues des évaluations foncières et immobilières réalisées par l'Institut Géographique National (IGN). Lesdites enquêtes se dérouleront par affichage des plans et répertoires d'état des lieux, dans les **bureaux de la mairie de Ouidah et à l'Arrondissement de Savi**.

A cet effet, les personnes concernées sont invitées à aller consulter lesdits plans et répertoires aux fins de formuler d'éventuelles doléances et/ou des observations dans les registres y afférents.

Durant cette même période, la Personne Affectée par le Projet qui n'a formulé de réclamation, peut immédiatement déposer son dossier de dédommagement aux lieux sus indiqués.

Le dossier est constitué des pièces suivantes :

- Titre Foncier (TF) ou ;
- Attestation de détention coutumière (ADC) ou attestation de recasement ou convention de vente ;
- Deux (02) photos d'identité ;
- Copie légalisée de la pièce d'identité ;
- Numéro IFU ;
- Relevé d'identité bancaire (RIB).

Le Ministre d'État, Président de la Commission Interministérielle d'Expropriation compte sur la participation de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Cotonou, le 0 5 OCT 2022

Agence Nationale du Domaine et du Foncier — Directeur Général — ANDF

Pour le Président et P.O,

Elections législatives de janvier 2023

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.

REPUBLIQUE DU BENIN
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le .....

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « **zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023** ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022

Pascal ESSOU
Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / Tél. : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org

COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE CHARGÉE DE L'EXPROPRIATION DES PERSONNES AFFECTÉES PAR DES PROJETS LE LONG DE LA ROUTE DES PÊCHES

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Ministre d'État en charge de l'Économie et des Finances, Président des Commissions d'Expropriation en République du Bénin communique :

Dans le cadre de l'expropriation et de l'indemnisation des Personnes Affectées par les projets (PAP) d'aménagement d'un site balnéaire d'exception à Avlékété et du complexe touristique « Marina » à Djègbadji, il est porté à l'attention des personnes concernées ce qui suit :

1°) Les paiements des montants d'indemnisation au titre du dédommagement ont démarré et se poursuivent. Toute personne concernée est invitée à se présenter au secrétariat de la Commission d'expropriation, sis à Fidjrossè, rue de l'Église Saint François d'Assises, pour la signature des fiches individuelles tous **les jours ouvrables de 08h 30 à 12 heures précises.**

2°) Une collecte de ratissage sera faite dans les bureaux de la **Mairie de Ouidah et de l'Arrondissement d'Avlékété, du mercredi 05 octobre au vendredi 04 novembre 2022.** A l'issue de celle-ci, les frais d'indemnisation non perçus seront systématiquement consignés.

3°) Les paiements se font prioritairement par virement bancaire. Toutefois, et à titre exceptionnel, il sera organisé le **mercredi 12 octobre 2022** dans les locaux de l'Arrondissement d'Avlékété, la remise de chèques au profit de certaines PAP.

Le Ministre d'État, Président de la Commission Interministérielle d'Expropriation compte sur la participation de tous pour la réussite de ces opérations.

Fait à Cotonou, le 0 5 OCT 2022

Agence Nationale du Domaine et du Foncier — Directeur Général — ANDF

Pour le Président et P.O,

Victorien D. KOUGBLENOU

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.
Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**
L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.
L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Prix du gaz

La Commission européenne ouverte à un plafonnement

Entre volonté de prendre des mesures contre la Russie et maintien des coûts pour le consommateur, l'UE était face à un dilemme. Jusqu'à présent, la Commission européenne avait évoqué un plafonnement du prix uniquement pour le gaz russe, redoutant, comme l'Allemagne, qu'une limitation du prix de toutes les importations de gaz pousse les producteurs à préférer d'autres destinations. Mais quinze Etats membres, dont la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et la Pologne, réclament un plafonnement général du prix de gros du gaz.

La Commission européenne se dit désormais prête à « examiner » un tel scénario sur le marché européen, et doit présenter des propositions avant un sommet de l'UE vendredi et une réunion des ministres de l'Energie les 11 et 12 octobre. « Un tel plafonnement des prix du gaz doit être conçu correctement afin de garantir la sécurité de l'approvisionnement », a toutefois précisé Ursula von der Leyen devant le Parlement européen à Strasbourg.

« Une première étape vers une réforme structurelle du marché de l'électricité »

La responsable allemande a d'ores et déjà indiqué que la Commission était « prête à discuter d'un plafonnement du prix du gaz utilisé pour produire de l'électricité », qui serait « une première étape vers une réforme structurelle du marché de l'électricité » européen. « Mais nous devons aussi examiner les prix du gaz (…) qui concernent l'industrie, le chauffage », a-t-elle poursuivi.

« Nous allons travailler avec les États membres pour réduire les prix du gaz et limiter leur volatilité, afin de limiter l'impact de la manipulation des prix par la Russie », a ajouté la cheffe de l'exécutif communautaire. « Davantage de pays membres y sont favorables et nous sommes mieux préparés », a-t-elle estimé, soulignant qu'un plafonnement des prix du gaz en général serait une « solution temporaire » dans une « période exceptionnelle ». Un porte-parole de la Commission a précisé à la presse que cette proposition était encore en train d'être travaillée et serait détaillée dans une lettre envoyée aux dirigeants européens avant le sommet de vendredi à Prague.

Dans un texte voté mercredi, les députés européens ont réclamé pour leur part à la Commission « un plafond tarifaire sur les importations de gaz » et « un embargo immédiat et complet sur les importations russes » d'énergie. L'Allemagne, qui était le pays le plus dépendant du gaz russe, a jusqu'à présent rejeté l'idée d'un plafond des prix des importations de gaz. Mais Berlin est sous pression depuis l'annonce la semaine dernière d'un plan national de 200 milliards d'euros pour protéger son économie contre la hausse des prix de l'énergie. Accusant l'Allemagne de faire cavalier seul, certains pays redoutent un avantage aux entreprises allemandes par rapport à leurs concurrentes de pays n'ayant pas les moyens de financer un tel « bouclier ».

20 minutes

Crise énergétique

Les réserves de gaz françaises remplies à 100 %

Tout va bien, vous allez pouvoir faire bouillir la marmite à Noël. Malgré les craintes liées à la guerre en Ukraine et à la fermeture du robinet de gaz côté russe, les réserves françaises sont bel et bien pleines en prévision de l'hiver, assure la Commission de régulation de l'énergie (CRE). « La campagne de remplissage des stockages pour l'hiver 2022/2023 se termine avec des stockages remplis à plus de 99 % », a indiqué dans un communiqué la CRE, la France devenant ainsi le troisième pays européen après la Belgique et le Portugal à remplir au maximum ses capacités de stockage de gaz naturel. Avec 130 TWh, ces réserves, qui ont atteint un « niveau supérieur à la moyenne des dernières années », représentent « environ 2/3 de la consommation hivernale des PME et des particuliers » en France, détaille-t-elle. La Commission met en garde contre « des situations de tension néanmoins possibles en fonction des conditions du passage de l'hiver ». « Un effort collectif massif visant à réduire nos consommations d'énergie, associant entreprises, administrations, collectivités et particuliers, est donc indispensable », assène-t-elle.

« Peu de marge de manœuvre »

Une vision partagée par les deux sociétés chargées du stockage, Storengy, filiale d'Engie, et Teréga : « Afin d'anticiper d'éventuelles situations de tension dans les mois à venir, une utilisation raisonnée des stockages ainsi qu'un effort de sobriété sur les consommations de gaz et d'électricité apparaissent nécessaires dès maintenant », ont-elles affirmé dans un communiqué commun. « Ce taux de remplissage des stockages confirme la fiabilité du système et des infrastructures gazières françaises », a salué le PDG de Teréga, Dominique Mockly, dont l'entreprise stocke un quart du gaz en France, principalement sur des sites situés dans le sud-ouest du pays. L'objectif du gouvernement de remplir les capacités de stockage du pays en gaz naturel d'ici novembre est donc atteint alors que les exportations de gaz russe vers la France sont totalement taries depuis le 1er septembre. Il doit présenter jeudi son « plan de sobriété énergétique », visant à mobiliser tous les secteurs de la vie économique et sociale pour réduire de 10 % la consommation française d'énergie en deux ans et aider le pays à affronter un hiver tendu.

20 minutes

Togo

Financement de 5 millions FCFA pour un appel à projets d'entreprises par l'association Terreau fertile

Au Togo, l'association Terreau Fertile va soutenir à hauteur de 5 millions FCFA deux projets d'entreprise via le concours « T-Fertile », dans le cadre de la 4ème édition du Salon Ferin. Elle a lancé jusqu'au 15 octobre 2022, un appel à candidatures auquel sont éligibles tous les secteurs d'activités et tout Togolais dont l'âge est compris entre 18 et 40 ans. L'édition 2021 du concours avait été remportée par Erika Mécanique, un projet d'atelier de mécanique de précision. Ce dernier avait reçu une dotation de 2 millions FCFA. Cette année, deux lauréats seront retenus et primés. Le porteur du meilleur projet d'entreprise et celui du meilleur projet d'entreprise féminin, respectivement avec une enveloppe de 3,5 millions FCFA et de 1,5 million FCFA. Cet accompagnement, rappelle TogoFirst, servira de « financement d'amorçage ou de soutien au développement d'entreprises » pour les porteurs de projets.

Terres en Afrique d'ici 2030

Le milliardaire Jeff Bezos lancera une coalition pour restaurer 100 millions d'hectares

La nouvelle coalition devrait fournir des financements à l'initiative AFR100, qui ambitionne de restaurer 100 millions d'hectares de paysages dégradés et déboisés. Bezos Earth Fund, le fonds du milliardaire américain Jeff Bezos (photo) dédié à la lutte contre le changement climatique, a annoncé, mardi 4 octobre dernier, qu'il envisage de lancer une alliance avec les pays africains et européens pour restaurer 100 millions d'hectares de terres touchées par la déforestation et la dégradation. « Nous cherchons à construire une coalition avec les pays africains et européens pour donner du poids aux efforts de restauration des terres en Afrique », a déclaré le directeur général du fonds environnemental, Andrew Steer. « À l'approche de la COP27 prévue le mois prochain en Egypte, le Bezos Earth Fund défend une cause visant à commencer à inverser la déforestation et la dégradation des terres sur 100 millions d'hectares en Afrique d'ici 2030 », a-t-il ajouté. La coalition devrait mobiliser des financements en faveur de l'AFR100 (African Forest Landscape Restoration), une initiative lancée par l'Union africaine (UA) pour la restauration de 100 millions d'hectares (soit 1 million km²) de paysages dégradés et déboisés d'ici 2030. Cette initiative lancée en 2015 n'a pas enregistré des progrès notables, en raison notamment du manque de financements. « Les agriculteurs africains souffrent épouvantablement du changement climatique. L'objectif de la restauration des terres serait de réduire le carbone dans l'atmosphère et d'améliorer les revenus des agriculteurs, la sécurité alimentaire et la résilience des sols », a souligné M. Steer, indiquant que « les pays riches devront jouer un rôle plus important dans la création de la résilience en aidant les pays pauvres à s'adapter au changement climatique ». Jeff Bezos avait lancé en 2020 le Bezos Earth Fund pour lutter contre le dérèglement climatique. Avec une fortune estimée à 144 milliards de dollars, le fondateur d'Amazon est la deuxième personnalité la plus riche du monde derrière Elon Musk (228 milliards), selon le Bloomberg Billionaires Index.

Afrique de l'Est et de l'Ouest

Massmart entame des négociations sur la fermeture des magasins Game $

Le détaillant sud-africain a échoué à trouver des acquéreurs pour les 14 magasins de son enseigne Game au Ghana, au Nigeria, en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie. Le groupe sud-africain de grande distribution, Massmart, a annoncé, dans un communiqué publié ce mercredi 5 octobre, avoir entamé des négociations avec son personnel sur la fermeture des magasins de son enseigne Game en Afrique de l'Est et de l'Ouest, après l'échec des efforts déployés pour trouver des acquéreurs pour ces activités. « Massmart a lancé un processus sur une période de 12 mois pour étudier les opportunités de cession de nos magasins Game d'Afrique de l'Est et de l'Ouest à des investisseurs locaux. Malheureusement, cette initiative n'a pas abouti à un résultat significatif », a précisé le groupe dans son communiqué. Le directeur général de Massmart, Mitch Slape, avait annoncé, en août 2021, que le groupe avait engagé des pourparlers pour vendre les 14 magasins de son enseigne Game situés au Ghana, au Nigeria, en Ouganda, au Kenya et en Tanzanie dans le but de juguler les pertes de cette enseigne en difficulté. Aux prises avec une forte concurrence sur le marché sud-africain, Massmart cumule des pertes depuis plusieurs années. Au premier semestre 2022, ses pertes nettes se sont creusées à 903,5 millions de rands (53 millions de dollars) contre 358,5 millions de rands à la même période en 2021. La mise en œuvre d'un plan de restructuration adopté par le groupe en 2019 avait été retardée par la pandémie de Covid-19 et les troubles sociaux enregistrés en 2021 en Afrique du Sud. Ce plan prévoit notamment la vente des actifs non essentiels, le retrait des aliments frais des magasins Game en Afrique du Sud et la réduction des coûts dans l'ensemble des enseignes du groupe. Fin août dernier, le géant américain de grande distribution, Walmart, a déposé une offre d'achat de 6,4 milliards de rands (377,6 millions de dollars) du solde de capital qu'il ne détient pas encore dans Massmart.

Ecofin du 04 Octobre 2022

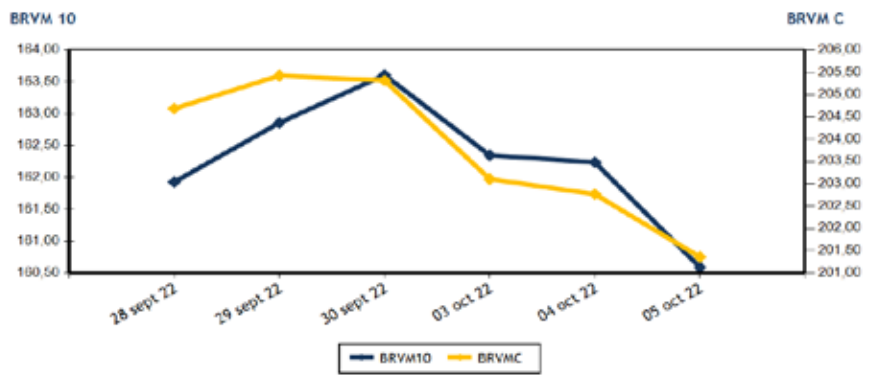
BRVM 10	160,59
Variation Jour	-1,02 %
Variation annuelle	4,61 %

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

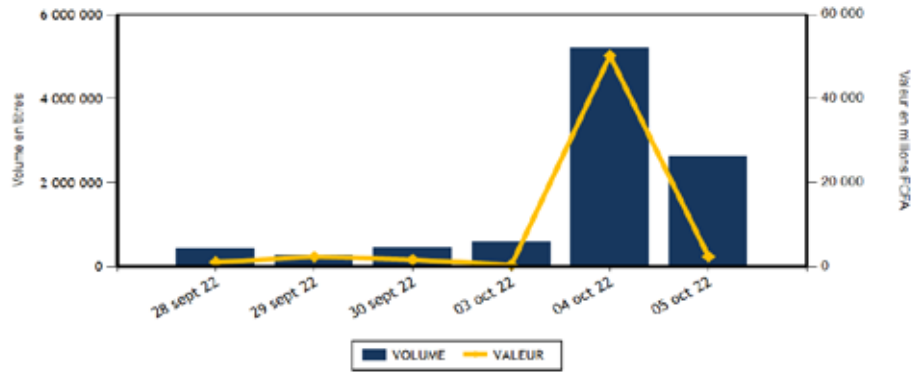
N° 191 — mercredi 5 octobre 2022 — Site : www.brvm.org

BRVM Composite	201,36
Variation Jour	-0,70 %
Variation annuelle	-0,45 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 061 261 075 471	-0,70 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 436 903	1 099,90 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	408 090 980	41,92 %
Nombre de titres transigés	43	2,38 %
Nombre de titres en hausse	16	77,78 %
Nombre de titres en baisse	21	-8,70 %
Nombre de titres inchangés	6	-40,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 489 225 495 740	0,01 %
Volume échangé	201 525	-95,97 %
Valeur transigée (FCFA)	2 005 377 262	-95,98 %
Nombre de titres transigés	7	-12,50 %
Nombre de titres en hausse	2	-60,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SMB CI (SMBC)	6 885	7,49 %	-0,22 %
BERNABE CI (BNBC)	2 235	7,45 %	2,76 %
SICOR CI (SICC)	6 900	7,39 %	34,77 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	895	7,19 %	0,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 100	4,76 %	8,37 %

PLUS FORTES BAISSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	650	-6,47 %	4,00 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	825	-4,62 %	-4,07 %
BOLLORE (SDSC)	1 750	-2,78 %	-31,91 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	4 490	-2,39 %	12,67 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 400	-2,22 %	-24,85 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	102,75	-0,09 %	-6,68 %	4 212	13 411 075	26,55
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	463,68	-1,47 %	3,30 %	19 154	97 664 140	9,11
BRVM - FINANCES	15	76,17	-0,73 %	-1,24 %	2 383 931	172 370 140	7,46
BRVM - TRANSPORT	2	426,43	-2,72 %	-31,46 %	8 446	14 339 750	6,83
BRVM - AGRICULTURE	5	297,43	1,00 %	22,24 %	17 857	105 065 670	5,90
BRVM - DISTRIBUTION	7	363,87	0,52 %	-10,69 %	3 190	5 079 745	27,83
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 752,11	0,00 %	94,52 %	113	160 460	17,05
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,95	
Taux de rendement moyen du marché	7,39	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,07	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 085 971,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 016 995 355,80	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	31,88	
Ratio moyen de satisfaction	30,99	
Ratio moyen de tendance	97,23	
Ratio moyen de couverture	102,85	
Taux de rotation moyen du marché	0,23	
Prime de risque du marché	6,67	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = *Volume annuel échangé / nombre de séances*
Valeur moyenne annuelle par séance = *Valeur annuelle échangée / nombre de séances*
Ratio moyen de liquidité = *Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de satisfaction = *Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)*
Ratio moyen de tendance = *Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)*
Ratio moyen de couverture = *Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)*

Taux moyen de rotation = *moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)*
PER moyen du marché = *moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif*
Taux de rendement moyen = *moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende*
Taux de rentabilité moyen = *moyenne des taux de rentabilité des actions cotées*
Prime de risque du marché = *(1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat*

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18,Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA — UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
Av. proche, rue en face de l'eglise Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou – BENIN
001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

SGI BENIN
Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK
BOA CAPITAL SECURITIES
Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

AGI — SOCIETE DE BOURSE
Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE
Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BFS — BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation
Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgibfs@biic-financialservices.com

Perspectives économiques en Afrique subsaharienne/Rapport Africa's Pulse

La Banque mondiale demande de protéger les pauvres face au ralentissement de la croissance et à la forte inflation

La Banque mondiale a rendu public le rapport Africa's de 2022. C'était mardi 04 octobre 2022 à WASHINGTON, au siège de l'institution. Selon le rapport, les gouvernements africains doivent rétablir d'urgence la stabilité macroéconomique et protéger les pauvres au ralentissement de la croissance et à la forte inflation.

• Falco Vignon

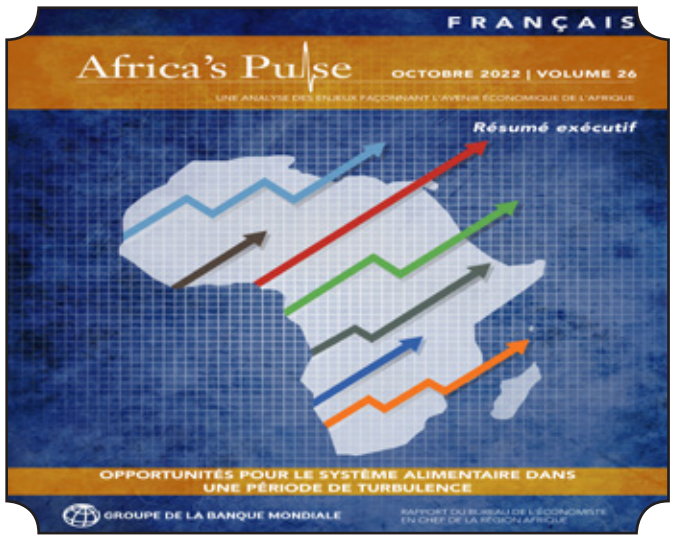
Dans le dernier rapport semestriel de la Banque mondiale dénommé Africa's Pulse, l'analyse des perspectives économiques régionales à court terme, prévoit une décélération de la croissance en Afrique subsaharienne, de 4,1 % en 2021 à 3,3 % en 2022, soit une révision à la baisse de 0,3 point de pourcentage par rapport aux anticipations du mois d'avril. Le rapport renseigne que la croissance économique de l'Afrique est ralentie par les vents contraires de la conjoncture mondiale tandis que les pays restent aux prises avec une inflation croissante qui freine l'avancée de la lutte contre la pauvreté. Le risque de stagflation se fait sentir alors que le haut niveau des taux d'intérêt et de la dette force les gouvernements africains à faire des choix difficiles pour réussir à protéger l'emploi, le pouvoir d'achat et les acquis du développement. A travers cette 26eme édition du rapport Africa's Pulse de la Banque mondiale, il faut comprendre que la croissance économique en Afrique subsaharienne (ASS) devrait décélérer, passant de 4,1 % en 2021 à 3,3 % en 2022, en raison du ralentissement de la croissance mondiale, de la hausse de l'inflation exacerbée par la guerre en Ukraine, de conditions météorologiques défavorables, du resserrement des conditions financières mondiales et du risque croissant de surendettement. Ces tendances compromettent la réduction de la pauvreté, déjà mise à mal par l'impact de la pandémie de COVID-19.

Analyse des perspectives de la croissance en Afrique subsaharienne

Selon les perspectives, parmi les trois plus grandes économies africaines, la croissance est modérée au Nigeria et en Afrique du Sud, tandis que l'économie angolaise bénéficie de la hausse des prix du pétrole, d'une augmentation de la production pétrolière et des bonnes performances du secteur non pétrolier. La croissance en Afrique subsaharienne devrait rebondir à 3,5 % en 2023 et à 3,9 % en 2024. À l'exclusion de l'Afrique du Sud et de l'Angola, la sous-région de l'Afrique orientale et australe devrait connaître une croissance de 4,5 % l'année prochaine et de 5,0 % en 2024. À l'exclusion du Nigeria, la sous-région de l'Afrique occidentale et centrale devrait connaître une croissance de 5,0 % en 2023 (contre 4,2 %), et la croissance se raffermira en 2024 (5,6 %). Les économies dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA ou WAEMU en anglais) devraient se redresser en 2023 après le ralentissement de 2022 (4,9 %), pour atteindre 6,4 %, et se raffermir encore en 2024 pour atteindre 7,0 %. La guerre en Ukraine a accéléré une inflation déjà orientée à la hausse dans la région. La hausse de l'inflation pèse sur l'activité économique en ASS en déprimant à la fois les investissements des entreprises et la consommation des ménages. En juillet 2022, 29 des 33 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des informations sont disponibles présentaient des taux d'inflation supérieurs à 5,0 %, tandis que 17 pays affichaient une inflation à deux chiffres. L'inflation fonctionne comme une taxe régressive, touchant de manière disproportionnée les pauvres. En ASS, la forte répercussion des prix des denrées alimentaires et des carburants sur les prix à la consommation a fait grimper l'inflation à des niveaux record dans de nombreux pays, dépassant le plafond des objectifs des banques centrales dans la plupart des pays qui en ont un. La grande majorité de la population d'Afrique subsaharienne est touchée par les prix élevés des denrées alimentaires, car elle consacre en moyenne plus de 40 % de ses dépenses totales à l'alimentation. Ces défis économiques surviennent à un moment où la capacité des pays à soutenir la croissance et à protéger les ménages pauvres est fortement limitée.

La gestion des finances publiques et les défis à relever

L'analyse des données montre que la marge de manœuvre budgétaire est presque épuisée dans certains pays d'Afrique subsaharienne, principalement en raison du niveau élevé de la dette, de la hausse des coûts d'emprunt et de l'épuisement de l'épargne publique. Le déficit budgétaire de la région s'est creusé pendant la pandémie pour atteindre 5,6 % du PIB en 2020 (contre 3,0 % du PIB en 2019). En 2022, le déficit s'élève à 4,8 % du PIB en raison des efforts de consolidation. La dette devrait rester élevée à 59,5 % du PIB en 2022 en Afrique subsaharienne. Huit des 38 pays éligibles à l'IDA dans la région sont en situation de surendettement, et 14 risquent fortement de les rejoindre. Les gouvernements africains ont consacré 16,5 % de leurs recettes au service de la dette extérieure en 2021, contre moins de 5 % en 2010. Pour préserver les acquis du développement dans la région, les pays doivent en priorité protéger les ménages les plus pauvres tout en maintenant la stabilité macroéconomique. Pour cela, il faut mettre en œuvre des politiques monétaires, budgétaires et d'endettement cohérentes afin de faire baisser l'inflation et de dégager une marge de manœuvre budgétaire. Si les pressions inflationnistes ne sont pas maîtrisées, cela pourrait entraîner des troubles sociaux, intensifier les conflits et, en fin de compte, provoquer une instabilité politique



L'insécurité alimentaire

La hausse des prix des denrées alimentaires entraîne des difficultés aux conséquences graves dans l'une des régions du monde où l'insécurité alimentaire est la plus forte. La faim a fortement augmenté en Afrique subsaharienne ces dernières années, en raison des pertes de revenus et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie, des conflits régionaux et mondiaux, des conditions climatiques extrêmes et de l'invasion de criquets. Plus d'une personne sur cinq en Afrique est confrontée à la faim - une proportion bien plus grande que dans les autres régions du monde. L'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 de la CIP ou plus) est également en hausse : on comptait 140 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2022, contre 120 millions en 2021. Au moins 55 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique sont en situation d'insécurité alimentaire grave, l'Éthiopie, le Kenya et la Somalie connaissant la pire sécheresse depuis 40 ans. Si les décideurs africains ne prennent pas de mesures urgentes, la sécurité alimentaire continuera de se dégrader, avec des conséquences dévastatrices pour les populations les plus pauvres et les plus vulnérables d'Afrique. En période de crise et de ressources limitées, il est impératif que les gouvernements trouvent des moyens de soutenir les ménages les plus pauvres tout en réorientant leurs dépenses agricoles et alimentaires vers les biens publics qui produisent les meilleurs résultats en matière de développement. La réorientation des dépenses agricoles et des subventions mal ciblées vers les biens publics, peut apporter des avantages considérables. Un investissement de 1 dollar US dans la recherche agricole génère en moyenne un flux de bénéfices futurs équivalant à 10 dollars US (en termes de valeur actuelle nette). Les bénéfices des investissements dans l'irrigation sont également élevés - avec des rendements en ASS allant de 17% pour les grands projets à 43% pour les petits projets. L'innovation scientifique et une meilleure gestion des ressources en eau limitées seront essentielles pour accroître la productivité face aux impacts climatiques. L'approfondissement du commerce régional (sous régional et continental) et l'intégration au sein de l'Afrique peuvent également renforcer la résilience des systèmes alimentaires face aux chocs internationaux. Actuellement, le commerce interrégional des produits agricoles, en pourcentage du commerce agricole total de l'Afrique, reste inférieur à 20 %, soit l'un des plus faibles au monde. Les communautés économiques régionales et la toute nouvelle Zone de libre-échange continentale africaine (connu sous son acronyme anglais AfCFTA) offrent la possibilité d'abaisser les barrières commerciales agricoles et de créer des marchés régionaux susceptibles de réduire la volatilité des prix intérieurs et de stimuler les investissements dans la production, la distribution et le transport des denrées alimentaires.

Les projections de croissance pour les principales économies d'Afrique orientale et australe

En Afrique du Sud, l'économie a ralenti à 0,2 % en glissement annuel au 2022 contre 2,7 % au trimestre précédent. L'économie devrait croître de 1,9 % cette année, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux premières projections d'avril. L'économie angolaise est l'un des principaux bénéficiaires de termes d'échange favorables qui se traduisent par une croissance réelle de 3,1 % en 2022, contre 0,8 % l'année précédente. Le Kenya devrait connaître une croissance de 5,0 % en 2023 (contre 5,5 % auparavant) et remonter à 5,3 % en 2024. L'Éthiopie aura du mal à retrouver ses performances d'avant la pandémie en raison du conflit prolongé dans la région du nord qui fait fuir les investissements. Le PIB réel devrait croître régulièrement, de 5,3 % en 2023 (contre 3,5 % auparavant) à 6,1 % en 2024. Le Botswana et la Zambie connaîtront une croissance de 4,0 % en 2023 (contre 3,2 et 3,3 % respectivement). Alors que la croissance devrait se ralentir au Botswana (3,7 %) en 2024, elle devrait s'accélérer pour atteindre 4,2 % en Zambie.

Les projections de croissance pour les principales économies d'Afrique occidentale et centrale

La croissance du PIB réel au Nigéria devrait ralentir, passant de 3,6 % en 2021 à 3,3 % en 2022, la croissance économique du pays continuant de pâtir de la contre-performance du secteur pétrolier. Le Tchad et la République du Congo devraient sortir de récessions de deux et sept ans en 2022 et devraient connaître une croissance de 3,1 et 1,9 %, respectivement, grâce à la combinaison de la flambée des prix du pétrole, de la stabilité de la production pétrolière et des bonnes performances du secteur non pétrolier. Au Niger, la croissance devrait bondir de 3,6 points de pourcentage pour atteindre 5,0 %, grâce à l'expansion du secteur agricole après une grave sécheresse en 2021. Au Ghana, la croissance devrait ralentir en 2022 pour atteindre 3,5 %, ce qui est bien inférieur à la performance moyenne du pays avant la pandémie (7 %), en raison de la hausse de la dette publique, de l'inflation élevée et de la dépréciation de la monnaie. La croissance en Côte d'Ivoire devrait rebondir de 5,7 % en 2022 à 6,8 %, avant de retomber à 6,6 %. Après avoir ralenti à 4,8 % en 2022, la croissance au Sénégal devrait bondir à 8,0 % en 2023 et se raffermir à 10,5 % en 2024. Le Gabon devrait poursuivre sa tendance à la hausse, mais à un rythme lent. La croissance devrait atteindre 3,0 % en 2023 (contre 2,7 % auparavant). Au Cameroun, l'économie maintiendra sa croissance régulière en 2023 (4,3 %) et 2024 (4,6 %), soutenue par l'investissement et la consommation privée. Le rapport de la Banque mondiale présente les défis à relever pour un véritable développement des économies africaines.

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Syndey, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1er au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependencepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Lion Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Vierge Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Poissons Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste du Bénin
Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"
N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkodji zone résidentielle, 2ème rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83
Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)
Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI
(Correspondant Zou-Collines)
Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)
Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Innovation entrepreneuriale en Afrique

L'enseignement supérieur : la clé de voûte

Avec un total de 5,2 milliards de dollars investis dans ses startups en 2021, l'Afrique attire par sa créativité et son fort capital humain les jeunes désireux d'entreprendre. Mais pour assurer la réussite de ces nombreux projets, les propositions de formations et d'accompagnement doivent se multiplier et se renforcer. Lire la tribune de Etienne Krieger, Alexis John Ahyee et Daouda Coulibaly.

Comment l'enseignement supérieur participe à la construction d'un écosystème entrepreneurial florissant en Afrique ?

2,5 milliards, ce sera le nombre d'habitants en Afrique en 2050. Soit une population presque doublée en moins de 30 ans. Cette croissance démographique, si elle est synonyme d'opportunités, porte également en elle de nombreux défis. Atout social fort, le nouveau ratio actifs/enfants et personnes âgées sera donc plus équilibré, accroissant dès lors le revenu par personne dépendante, sera un fort levier de croissance économique. Cependant, cette démographie africaine se traduira également par l'arrivée chaque année de 30 millions de jeunes sur le marché de l'emploi d'ici 2030, selon les estimations. Il importe donc que le marché soit suffisamment inclusif pour mettre à profit ce capital humain. En effet, les pays africains doivent relever dès aujourd'hui des défis décisifs, comme l'accès à l'emploi, mais également à l'éducation et à la formation.

Une appétence croissante pour l'entrepreneuriat

En matière d'insertion professionnelle, les diplômés sans emploi sont loin de n'être que des cas isolés en Afrique. Selon le Centre africain pour la transformation économique, près de 50 % des diplômés universitaires ne trouvent pas d'emploi à la sortie de leurs études. Au vu de tels débouchés salariaux peu engageants, nombreux sont les jeunes à voir l'entrepreneuriat comme une alternative prometteuse. En effet, 72 % d'entre eux se disent « attirés » par cette perspective.

Un sentiment que les investisseurs étrangers ont bien identifié et accompagnent, l'Union européenne en tête. Avec un investissement de plus de 30 milliards d'euros jusqu'en 2030 au service du « développement d'un écosystème entrepreneurial », ce sont plus largement 150 milliards d'euros qui ont été annoncés jusqu'en 2027, via le programme Global Gateway Afrique-Europe. Ce programme a pour but de favoriser un « partenariat pour la postérité ». Une part de ces investissements sera directement dédiée « à l'accélération d'une croissance durable et à la création d'emplois décents ainsi qu'à l'amélioration de l'éducation et la formation », signaient le président du Sénégal, Macky Sall, et le président du Conseil Européen, Charles Michel, dans une tribune conjointe.

Forts de cette attraction, plusieurs pays africains se sont invités à la table des « startups nations » ces dernières années. De 11 en 2020, ce sont désormais 14 pays du continent qui intègrent le top 100 en 2021, révèle le Global Startup Ecosystem Index 2022 de

StartupBlink. L'Afrique du Sud confirmant sa position dans le top 50.

Au total, les startups africaines auront battu tous les records, en mobilisant en 2021 des investissements équivalents aux sept années précédentes cumulées, selon le rapport de l'Association africaine de capital investissement et de capital-risque (AVCA), soit 5,2 milliards de dollars. Fait notable depuis quelques années : la confirmation de « méga-deals », des opérations de levées de plus de 100 millions de dollars réalisées par des entreprises technologiques.

Mais sans formation, l'entrepreneuriat reste un miroir aux alouettes

Si l'entrepreneuriat apparaît donc nettement comme une alternative à l'emploi salarié, cette voie n'évite en rien le besoin de formation, bien au contraire nécessaire à sa réussite. En effet, l'enseignement supérieur a un impact déterminant sur le chemin de l'entrepreneuriat, conférant les bons réflexes et des repères essentiels aux jeunes entrepreneurs. C'est également l'occasion pour eux de se créer un réseau, de prendre du recul sur leur futur projet, de le consolider, et même d'obtenir des labels reconnus, ouvrant les portes des acteurs financiers et des organismes publics, dont ils dépendent parfois.

Conscients de ces enjeux, et désireux d'accompagner l'élan entrepreneurial africain, de nouveaux acteurs participent à la création ou à l'implantation d'écoles sur le continent depuis plusieurs années, proposant des programmes de formation et d'accompagnement dédiés. C'est le cas d'HEC Paris, qui a notamment créé en 2019 Lead Campus Sustainable Leadership in Africa, en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD), l'Université marocaine Mohammed VI Polytechnique, l'UCT GSB (Graduate School of Business de l'Université de Cape Town) et le fonds d'investissement Investisseurs et Partenaires (I&P). Panafricain, ce programme vise à former et accompagner leaders et futurs leaders africains dans le développement de leurs compétences et de leurs projets au service d'une croissance durable et inclusive pour l'Afrique. Autre programme d'envergure adapté aux réalités et spécificités africaines : HEC Challenge + Afrique.

Lancé en octobre 2021 à Abidjan, celui-ci ouvre ses portes aux entrepreneurs de tout horizon sur le continent, porteurs de projets innovants et à fort impact pour le développement socio-économique africain. Fort d'une première cohorte de 19 participants (15 porteurs et 4 co-porteurs de projets), ces derniers présenteront leur projet entrepreneurial le 6 octobre prochain, lors du HEC Start-Up Demo Day, à Abidjan.

Animée d'une forte ambition sociale et environnementale, la business school lancera prochainement d'autres programmes de formation, tels que Stand-Up qui ouvrira ses portes aux femmes entrepreneurs en Côte d'Ivoire au cours de l'année 2023.

Bien sûr, de nombreux efforts attendent encore le continent, notamment en matière d'accès à l'enseignement supérieur. D'après l'UNESCO, 207 millions d'enfants tous âges confondus étaient scolarisés en 2018. Une participation scolaire élevée, mais avec un taux d'achèvement faible : malgré les 23 % de dépenses récurrentes du budget des États, qui font pourtant de l'éducation leur 1er poste de dépense, seuls 69 % des enfants complètent leur parcours primaire, et 44 % leur cycle secondaire. Peu d'Africains arrivent donc aux portes de l'enseignement supérieur, le taux s'élevant à 18%. Pourtant, la formation a un réel impact sur la pérennité et le potentiel de développement de projets innovants. Les programmes développés par des établissements d'enseignement supérieur comme HEC Paris apparaissent donc comme des composantes clés de ces écosystèmes d'innovation.

Tribune de :

- Etienne Krieger, Co-directeur académique du programme HEC Challenge + Afrique ;
- Alexis John Ahyee, Directeur du Bureau Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale de HEC Paris ; et
- Daouda Coulibaly Président des Alumni d'HEC Paris en Côte d'Ivoire.

Source : La Tribune Afrique du 02 octobre 2022

Éducation à Djougou

Les futurs pensionnaires de l'Institut universitaire d'enseignement professionnel composent

Les candidats au concours d'entrée à l'Institut universitaire d'enseignement professionnel des métiers de l'agriculture de Djougou ont planché ce mercredi 5 octobre 2022 sur l'ensemble du territoire national. La cérémonie de lancement officiel de la composition a eu lieu à l'Institut universitaire d'enseignement professionnel des métiers de l'agriculture de Djougou en présence du directeur des examens et concours de l'enseignement supérieur Gbénou Victorin, de la directrice générale des instituts universitaires d'enseignement professionnel Anne Floquet, du recteur de l'Université de Parakou et du Maire de la Commune de Djougou docteur Abdoul Malik Séibou.

Avant de lancer les épreuves, le Maire Abdoul Malik Séibou a prodigué des conseils aux candidats pour les aider à surmonter le stress et donner le meilleur d'eux-mêmes. Même scénario pour le directeur des examens et concours et le recteur de l'Université de Parakou.

Pour l'autorité communale, c'est un sentiment de joie et surtout de remerciement à l'endroit de sa Majesté le

roi de Séro qui s'est battue pour que le site de l'Institut soit préservé sans aucun morcellement. Abdoul Malik Séibou a aussi remercié le chef de l'État Patrice Talon pour son leadership dans la réorganisation de la carte universitaire qui a permis à la commune de Djougou de bénéficier de cet institut qui permettra de former des entrepreneurs agricoles de type nouveau. Il a souhaité que les autres filières agricoles puissent s'ouvrir progressivement pour booster le secteur agricole. Il a, pour finir, rassuré les autorités universitaires du soutien de la commune de Djougou.

Au nom du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le recteur de l'Université de Parakou Bertrand Sogbossi, a précisé que la ministre Éléonore Yayi soutient ce projet innovant de formation qui rompt avec la formation classique. Il a souhaité bonne chance aux candidats.

A en croire le directeur des examens et concours, Victorin Gbénou, ils sont 417 candidats sur l'ensemble du territoire national. A Djougou, ils sont 153 dont 32 filles qui ont planché sur le site de l'Institut à Séro. Le concours d'entrée à l'Institut universitaire d'enseignement professionnel des métiers de l'agriculture se déroule en deux phases, la phase écrite et la phase d'entretien à l'issue desquelles une centaine sera retenue.

Emmanuel AKAKPO (Br Atacora-Donga)

Transition au Burkina-Faso

Le Capitaine Traoré rassure les émissaires de la Cedeao

La délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en mission d'information, mardi 04 octobre 2022 à Ouagadougou, s'est dite satisfaite des échanges qu'elle a eus avec le Président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), le Capitaine Ibrahim Traoré.

• Falco Vignon

Dépêchée par le Président en exercice de la Cedeao, Umaru Sissoco Embalo, à la suite du changement intervenu à la tête du Burkina Faso, le 30 septembre dernier, la délégation a eu des entretiens avec le Président du MPSR, le Capitaine Ibrahim TRAORÉ et des leaders des communautés religieuses et coutumières du pays. « Nous avons eu l'occasion de saluer le rôle extrêmement positif que les autorités religieuses et coutumières ont joué pour arriver à une sortie de crise, pour renouer le fil du dialogue ; ce rôle a été important, ce rôle a été décisif », a soutenu l'ancien Président du Niger, Mahamadou Issoufou dans le communiqué final à l'issue des différentes rencontres. Selon le Médiateur de la Cedeao, la délégation a eu des échanges francs et approfondis avec le Capitaine Ibrahim Traoré. A cette occasion, « j'ai rappelé l'engagement de la Cedeao aux côtés du peuple burkinabè afin que le peuple burkinabè réussisse la Transition qui est en cours », a-t-il indiqué. A ce sujet, l'ancien Président du Niger a rappelé que le travail va se poursuivre avec le soutien et l'accompagnement de l'organisation sous régionale. « Je suis totalement satisfait de l'entretien que j'ai eu avec le Capitaine Traoré. Nous repartons confiants et nous allons rendre compte de notre mission au Président en exercice de la Cedeao et aux Chefs d'État », a déclaré Mahamadou Issoufou tout en rassurant que la Cedeao va continuer à accompagner le peuple burkinabè dans cette période difficile. Avant de repartir, le Médiateur de la Cedeao pour le Burkina Faso a « remercié le Capitaine Ibrahim Traoré et les autorités de notre pays pour l'accueil fraternel et très chaleureux qui a été réservé à la délégation ». Les émissaires étaient constitués du Médiateur de l'organisation communautaire pour le Burkina Faso, l'ancien Président nigérien Mahamadou Issoufou, de la ministre des Affaires étrangères de la Guinée-Bissau, par ailleurs Présidente du Conseil des ministres de la Cedeao, Suzi Carla Barbosa, et du Président de la Commission de l'organisation sous régionale, Dr Omar Alieu Touray.

COP27 en Egypte

6 tâches importantes à prendre en compte

Dans un mois (6 novembre 2022), la 27e Conférence des Parties (COP27) va ouvrir ses portes en Egypte dans une période sombre et délétère, pendant laquelle les désastres naturels causés par les changements climatiques se succèdent et continuent de faire des dégâts humains et matériels très importants.

• Issa SIKITI DA SILVA

Ces crises qui s'aggravent soulignent la nécessité pour les pays de travailler ensemble à la COP27 pour accélérer l'action climatique et rétablir la confiance d'autant plus qu'une action collective mondiale pourrait résoudre les plus grands défis de l'humanité, a indiqué le World Resources Institute (WRI) cette semaine.

Selon huit experts de cette ONG américaine de défense de l'environnement, il est essentiel que les décideurs tiennent en compte six tâches clés suivantes pour faire progresser l'action climatique internationale future.

La première tâche, c'est de créer un mécanisme de financement pour faire face aux pertes et dommages. Dans une tribune publiée sur le site du WRI mardi, Nathan Cogswell, David Waskow, Rebecca Carter, Jamal Srouji, Nate Warszawski, Preety Bhandari, Nisha Krishnan et Maria Lemos Gonzalez invitent les participants de la COP27 à lancer un processus pour formaliser les accords de financement pour répondre aux pertes et dommages dans le cadre de l'UNCCD, la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification.

En même temps, des initiatives au-delà des négociations officielles de l'ONU doivent également jouer un rôle pour répondre à l'ampleur des besoins, poursuivent-ils, ajoutant que cela nécessitera un consensus entre tous les pays, développés et en développement, le premier jour des pourparlers.

« Si les pays ne parviennent pas à se mettre d'accord sur ce point de l'ordre du jour, les travaux du sommet sur le climat pourraient dérailler », préviennent-ils.

Adaptation

La deuxième tâche, selon ces spécialistes du climat, c'est d'intensifier le soutien à l'adaptation. Alors qu'un nombre croissant de pays finalisent leurs documents de plans nationaux d'adaptation (PAN) et prennent des engagements plus détaillés et ambitieux dans les composantes d'adaptation de leurs Contributions déterminées au niveau national (CDN), l'attention mondiale passe de la planification à la mise en œuvre.

La troisième tâche, c'est de renforcer les objectifs nationaux de réduction des émissions, tandis que le quatrième, c'est de s'assurer que la promesse de financement climatique de 100 milliards de dollars sera tenue afin de pouvoir avancer vers de nouveaux engagements.

La cinquième tâche, c'est de faire progresser le bilan mondial pour donner le rythme de l'action climatique, et la dernière consiste à transformer les engagements climatiques de Glasgow en action. Ces engagements visent, entre autres, à réduire les émissions de méthane, arrêter et inverser la perte de forêts, aligner le secteur financier sur le zéro net d'ici 2050, accélérer l'élimination du charbon, doubler les niveaux de financement de l'adaptation de 2019 d'ici 2025, et mettre fin au financement international des combustibles fossiles.

« Ces promesses doivent se traduire par des actions concrètes et les preuves de progrès vers des objectifs ambitieux doivent devenir visibles. Les discussions autour de la responsabilité sont de plus en plus importantes à mesure que des promesses supplémentaires sont faites », expliquent les huit experts du WRI, cités ci-dessus.

3ème session extraordinaire

5 lois adoptées à l'Assemblée nationale

Les députés de la 8è législature ont voté, mardi 4 octobre 2022, cinq lois lors des travaux de la troisième session extraordinaire de l'Assemblée nationale. C'est en présence du ministre de la justice Me Sévérin Quenum représentant le gouvernement. Cinq (05) projets de lois transmis au parlement béninois ont été examinés et adoptés, mardi 04 octobre 2022. La première loi est celle portant modification et complément de la loi n 2018-14 du 18 mai 2018 portant code de procédure pénale en République du Bénin. La deuxième, est la Loi portant création, organisation et fonctionnement de la Cour spéciale des Affaires foncières. La troisième loi est celle modifiant la loi n 2020-37 du 03 février 2021 portant protection de la santé des personnes en République du Bénin. Les deux autres sont : la Loi portant création, composition et organisation du corps des inspecteurs des Services judiciaires et la Loi portant modification des dispositions de l'article 585.1 de la loi n 2008-07 du 28 février 2011 portant code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes en République du Bénin, telles que modifiées par la loi n 2020-08 du 23 avril 2020 portant modernisation de la justice

Atlético de Madrid

Finis les bouts de matchs, Antoine Griezmann bientôt transféré définitivement chez les Colchoneros

Vingt-cinq minutes de jeu par-ci. Trente minutes par-là. Une titularisation qui sort du chapeau magique de Diego Simeone… La période de vache maigre est bientôt terminée pour Antoine Griezmann. Prêté jusqu'à la fin de la saison par le Barça, l'attaquant français ne pouvait pas pleinement s'épanouir avec l'Atlético de Madrid. La faute à une clause de 40 millions d'euros que les Colchoneros devaient obligatoirement payer si « Grizi » jouait un certain nombre de minutes : plus de 45 minutes sur 50 % des matchs. Pour ne pas plomber les finances de l'Atleti, Diego Simeone utilisait donc son chouchou avec parcimonie jusque-là. Mais cette période va bientôt prendre fin. Selon Marca, l'Atlético de Madrid et le FC Barcelone auraient trouvé un accord autour de 20 millions d'euros pour que l'international français soit définitivement transféré dans la capitale espagnole. Antoine Griezmann y signerait un contrat jusqu'en 2026. Mais, avec Joao Felix, Alvaro Morata, Matheus Cunha et Angel Correa, le Français va devoir faire face à une solide concurrence en attaque. Et ce ne sont pas ses dernières sorties qui vont lui octroyer un blanc-seing pour un poste de titulaire avec l'Atlético.

20 minutes

VOUS SOUHAITEZ ÊTRE
GROSSISTE,
SEMI - GROSSISTE OU
DISTRIBUTEUR
DE L'EAU MINÉRALE
NATURELLEMENT
ALCALINE DE
SETTO
Eau Minérale Alcaline Setto
0,5l
1,5l
Contact : +229 57068889